

Unité départementale du Littoral
DREAL Hauts de France
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CVE CUD DUNKERQUE

rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe
59140 Dunkerque

Références : -
Code AIOT : 0007003941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement CVE CUD DUNKERQUE implanté rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe 59140 Dunkerque. L'inspection a été annoncée le 02/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est une inspection réactive réalisée suite à l'incendie de la zone de tri des déchets encombrants survenu le samedi 28 février 2026 matin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CVE CUD DUNKERQUE
- rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007003941

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La communauté urbaine de Dunkerque exploite un Centre de Valorisation Energétique (CVE) situé dans la zone industrielle de Petite-Synthe.

Le centre est autorisé par arrêté préfectoral du 5 décembre 2007 modifié. La communauté urbaine de Dunkerque a confié la gestion opérationnelle à la société BIOGIE (groupe PAPREC).

Le CVE traite les déchets suivants :

- déchets ménagers non recyclables par le centre de tri;
- refus de traitement du centre de tri;
- déchets combustibles ne pouvant faire l'objet d'une valorisation des matières issues des déchetteries, de la collecte des encombrants et des déchets de cartonnage;
- déchets industriels non dangereux assimilables aux déchets ménagers.

Les installations sont constituées :

- d'une fosse de réception;
- d'un ensemble four-chaudière d'une capacité de 12 t/h;
- d'un système de traitement des fumées en phase humide;
- d'un groupe turbo-alternateur et d'équipements thermiques;
- d'une station de traitement des effluents liquides provenant du traitement des fumées avant leur rejet vers une STEP;
- d'une dalle pour le stockage et le tri des encombrants. Cette dalle a été mise en service en fin d'année 2021.

Le CVE est dimensionné pour traiter et valoriser énergétiquement 94 500 t/an de déchets ménagers et assimilés provenant de producteurs situés à moins de 100 km du site. L'énergie issue de ce traitement thermique est convertie sous forme d'électricité, pour être ensuite injectée dans le réseau EDF, et de vapeur injectée dans un réseau de chaleur situé à proximité.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9- II	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 2.5.1	Sans objet
2	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.8.2	Sans objet
3	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.6	Sans objet
4	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.6.1	Sans objet
6	Entreposage des déchets combustibles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives pour l'instant. Un point nécessite des actions correctives de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les</p>

personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'Inspection des installations classées a été informée, par courriel du lundi 2 mars 2026 matin, d'un incendie survenu le samedi 28 février au niveau de la dalle de tri des encombrants du CVE.

La dalle de stockage et de tri des encombrants est une dalle étanche, ceinturée de murs coupe feux. Elle dispose d'une rétention des eaux incendie alimentée de façon gravitaire.

L'incendie s'est déclaré vers 7h50. Il a été détecté par le personnel de la CUD à la prise de poste. Le SDIS a été averti et est arrivé sur le site vers 8h15.

Les pompes de relevage du bassin de rétention des eaux d'extinction ont été stoppées dès le début du sinistre.

L'incendie concerne un tas d'encombrants, d'une vingtaine de mètres cubes, amenés la veille. Le SDIS a procédé à l'extinction en étalant les déchets et en les arrosant. Les lances ont été alimentées à partir des fourgons pompe. L'incendie étant de faible ampleur, les poteaux incendie n'ont pas été utilisés. Le volume des eaux d'extinction est donc très faible. Départ des pompiers vers 9h30.

Il y a eu une petite reprise de feu l'après-midi vers 17h20. Le SDIS est intervenu à nouveau jusqu'à 17h40.

L'origine de l'incendie est inconnue. Il a pris de l'ampleur très rapidement. Il n'y avait pas d'activité en cours au niveau des déchets qui pourrait expliquer son déclenchement.

L'exploitant a déclaré l'incident en ligne le 2 mars 2026 .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation: l'emplacement du coffret électrique de la pompe d'épuisement du bassin de confinement est clairement identifié par un panneau, mais l'affiche qui figurait sur la porte du coffret a disparu avec les intempéries.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : "Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés..." Note de l'inspection : la dalle de stockage et de tri des encombrants est une installation qui a été mise en service fin 2021. Elle est équipée d'un bassin de confinement indépendant. La dalle a fait l'objet d'un porter-à-connaissance et a été réceptionnée lors de l'inspection du 15/12/2021. Les prescriptions la concernant sont en cours d'intégration à l'arrêté préfectoral.
Constats : Les eaux d'extinction de la dalle ont été recueillies par son bassin de rétention qui est alimenté de façon gravitaire à partir de puisards. Dès le début de l'incendie le bassin a été isolé par l'arrêt du système de relevage automatique des eaux vers la STEP de Grande-Synthe. Lors de l'inspection, il a été constaté que le volume d'eau présent dans le bassin était faible. Le SDIS a utilisé l'eau de ses fourgons pompes et n'a pas utilisé de poteau incendie. Le volume des eaux d'extinction n'est pas très important. L'exploitant a prévu de réaliser une analyse afin de déterminer une filière d'élimination adéquate.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le CVE indiquera la filière d'élimination retenue pour les eaux d'extinction recueillies dans le bassin. Les analyses et les bordereaux d'élimination seront transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire.

Constats :

Constat de l'inspection du 25/09/2025

L'exploitant dispose de fiches réflexes notamment :

- une fiche n°1 d'alerte avec le numéro des pompiers (18) et le message à délivrer,
- une fiche n°16 concernant un incendie dans la zone encombrant.

La seule directive de la fiche réflexe est d'appeler les pompiers. Il renvoie à la fiche n°1

Aucune directive sur une éventuelle intervention et les moyens associés n'est donnée.

Cette remarque peut être généralisée à d'autres fiches réflexes, par ex la fiche n°4 - feu de benne : Aucune directive sur une éventuelle intervention et les moyens associé n'est donnée.

La DREAL note pourtant que lors d'un test de situation d'urgence sur un feu de benne le 23/05/25, il y a intervention du personnel avec une lance, ce qui n'est pas cohérent avec la fiche n°4.

L'exploitant doit revoir ses fiches pour prendre en compte les conditions et les moyens d'intervention précis de son personnel en cas de sinistre.

Constat de l'inspection du 02/03/2026

Les fiches ont fait l'objet d'une mise à jour transmise par courrier du 08/12/2025.

Elles sont disponibles en salle de quart et dans le bungalow du CPM. Le personnel est en cours de formation sur ces fiches réflexes actualisées (85 % formé à début décembre 2025).

Une sensibilisation annuelle à ces fiches est intégrée au programme de « Test de situation d'urgence » conformément au plan d'organisation des situations d'urgence du site.

Les fiches intègrent désormais la description des conditions et des moyens d'intervention, avec des photos des équipements et des lieux.

Fiche réflexe n°3 Feu dans la zone encombrants :

- Prépare le matériel de lutte incendie disponible dans le bungalow de la dalle encombrants et le raccorde au poteau incendie.
- Met à l'arrêt les pompes de relevage du bassin de rétention. Ouvrent la vanne du poteau incendie n°4 et attaquent le feu.
- En parallèle, usage de la fiche réflexe n°1 donner l'alerte
- Si l'incendie est impossible à éteindre en interne → fiche réflexe n°1 donner l'alerte

Le 28/02/2026, la progression de l'incendie a été rapide et le personnel a immédiatement contacté le SDIS et mis à l'arrêt les pompes de relevage du bassin de rétention, mais n'a pas tenté

d'éteindre l'incendie qui était trop violent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de secours

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'établir, avec les Services d'Incendie et de Secours, à la mise en service de l'installation, un Plan d'Intervention Interne définissant les mesures d'organisation, les méthodes de première intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Ce Plan d'Intervention Interne comprend notamment :

- les consignes et procédures techniques et organisationnelles de prévention et de protection mises en place sur le site ;
- les fiches toxicologiques des différents produits présents sur le site ;
- les mesures de protection et d'information du personnel.

Le site constituant un risque particulier, il fait l'objet d'un plan ETARE pour la mise en connaissance des personnels intervenants.

Un exemplaire de ce Plan d'Intervention Interne est adressé aux Services d'Incendie et de Secours ainsi qu'à l'inspection des installations classées et au SIRACED-PC.

Constats :

Constat de l'inspection du 25/09/2025

Le PII a été mis à jour en 2022. L'exploitant transmettra un exemplaire à la DREAL (numérique), au SDIS et au SIRACED-PC sous 15 jours.

Lors de la visite le PII présent en salle de quart et présenté par le personnel (après recherche) date de 2008. il est visiblement non connu de certains membres du personnel.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

- Tenir à jour les exemplaires à disposition du personnel et former le personnel.
- Transmettre un exemplaire du PII à la DREAL, au SDIS et au SIRACED-PC

Constat de l'inspection du 02/03/2026

Le PII a fait l'objet d'une mise à jour transmise par courrier du 08/12/2025. Elle prend en compte des échanges menés avec le service prévention du SDIS fin 2025.

Un exemplaire du document a été également transmis au SDIS et au SIRACED-PC.

Il a été constaté la présence du PII en salle de quart. Il a fait l'objet d'une présentation au personnel le 17/11/2025 : feuille d'émargement transmise avec l'envoi du 08/12/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : le document transmis ne comporte pas de date de mise à jour ou de numéro de version.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9- II

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

La dalle de tri des encombrants relève de la rubrique ICPE 2716 en enregistrement : transit, tri, regroupement de plus de 1000 m³ de déchets non dangereux non inertes (7 500 m³).

L'arrêté ministériel prescriptif est l'arrêté du 06/06/18 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 9 - II

*Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une **détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes** à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et **permet d'assurer l'alerte précoce** de tout ou partie des personnes présentes sur le site.*

Cette prescription est applicable depuis le 1er janvier 2026. Elle est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral modificatif en cours de rédaction.

Constats :

La dalle est équipée de 2 caméras thermiques avec report sur des écrans situés en salle de quart. Ce dispositif ne constitue, toutefois, pas une détection automatique de départ d'incendie, car il n'y a pas de déclenchement d'une alarme à partir d'un certain seuil de température mesurée.

L'exploitant a indiqué qu'il envisageait d'intégrer deux seuils de détection au système : un seuil haut lorsque des engins sont en activité sur la dalle, afin de s'affranchir des fausses détections dues aux échappements des véhicules et un seuil plus bas qui serait activé en dehors des périodes d'activité.

Au jour de l'inspection, la commande concernant l'automatisation du dispositif n'était pas passée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une détection automatique de départ d'incendie au niveau de la dalle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Entreposage des déchets combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.IV

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage en îlots

Prescription contrôlée :

La dalle de tri des encombrants relève de la rubrique ICPE 2716 en enregistrement : transit, tri, regroupement de plus de 1000 m³ de déchets non dangereux non inertes (7 500 m³).

L'arrêté ministériel prescriptif est l'arrêté du 06/06/18 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 6 - IV

Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés **dans des îlots**.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.

La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.

Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.

Ilot : zone délimitée par des parois ou par un marquage au sol, dont la surface au sol n'excède pas 500 m².

Cette prescription est applicable depuis le 1er janvier 2026. Elle est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral modificatif en cours de rédaction.

Constats :

Le jour de l'inspection, du fait de l'incendie survenu sur un des côtés de la dalle, les déchets étaient regroupés de l'autre côté.

Il est rappelé à l'exploitant que les déchets combustibles doivent être stockés dans des zones délimitées par des parois ou par un marquage au sol, **dont la surface au sol n'excède pas 500 m²**.

Ces zones sont séparées par des allées de largeur **d'au moins cinq mètres**. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un **mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot**.

En cas de murs créés à partir de blocs bétons. **L'exploitant doit être en mesure de produire des documents permettant d'attester des caractéristiques minimales REI 120.**

De plus, la configuration géométrique des îlots doit être telle que tout point soit situé à moins de

dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face →
attention aux stockages dans les angles de la dalle où le fond des tas pourrait être à plus de 10 m de la face accessible.

Type de suites proposées : Sans suite